CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
14-04-1983
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 1er février 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics, modifié par l'arrêté royal n° 142 du 30 décembre 1982", a donné le 30 mars 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1ste februari 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 142 van 30 december 1982", heeft de 30e maart 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Quant à la portée de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982, dans lequel les dispositions en projet sont destinées à s'insérer, il y a lieu d'observer que l'entrée en vigueur de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en vertu de l'article 88, § 1er, de cette même loi et de la reprise, le 1er janvier 1983, des services et du personnel visés aux paragraphes 2 et 3 du même article, aura pour conséquence que l'ensemble de l'arrêté royal, tel qu'il aura été modifié par la loi en projet, sera applicable à ces services et à ce personnel au même titre qu'aux services et au personnel de l'Etat.

Il n'en ira pas de même, en vertu des dispositions combinées de l'article 13, § 6, et de l'article 87, § 3, de la loi spéciale, pour les agents des établissements publics dépendant des Communautés et des Régions, ni, bien entendu, pour les services et le personnel des Conseils des Communautés et des Régions.

OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'arrêté royal n° 46 a eu pour but d'interdire ou de limiter le cumul d'activités professionnelles dans le chef des agents des ministères et des organismes d'intérêt public sous tutelle, notamment en vue d'"assurer, en cette période de chômage, une meilleure répartition des activités professionnelles" (rapport au Roi).

.../...

A cet effet, l'article 4, § 1er, de cet arrêté avait prévu que les activités professionnelles exercées en cumul pendant les heures de services, ne pourraient donner lieu à aucun revenu supplémentaire sous quelque forme que ce soit. Ce paragraphe a été abrogé par l'arrêté royal n° 142 du 30 décembre 1982.

L'article 4, § 2, de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 avait prévu que l'augmentation des revenus professionnels annuels bruts provenant des activités exercées en cumul en dehors des heures de service, ne pouvait excéder 10 pour cent du traitement maximum de secrétaire général d'un ministère.

Cette disposition a été modifiée par l'arrêté royal n° 142 qui prévoit désormais que l'augmentation des revenus professionnels nets ne peut excéder 10 pour cent du traitement maximum brut de secrétaire général d'un ministère.

Il importe dès lors de définir ce qu'il faut entendre par revenu net et d'organiser la perception par l'Etat de la part éventuellement excédentaire de ce revenu net. Tel est l'objet du projet de loi.

2. Les dispositions de l'arrêté royal n° 46, telles qu'elles sont appelées à être modifiées par la loi en projet, sont de deux ordres : les premières visent à organiser la procédure administrative d'autorisation d'exercice des activités en cumul, les secondes ont pour but d'assurer la perception par l'administration fiscale de la partie des revenus qui excède le maximum autorisé et de la totalité des profits des activités non autorisées.

.../...

Dans son avis du 1er décembre 1982 sur l'arrêté royal n° 142 (Moniteur belge du 13 janvier 1983, pp. 483 à 488), le Conseil d'Etat, section de législation, a considéré que ces dernières dispositions se situaient entièrement dans le domaine fiscal, réservé à la loi en vertu de l'article 110, § 1er, alinéa 1er, de la Constitution.

3. L'article 1er du projet a pour but de rapporter les paragraphes 3 et 4 de l'article 4 de l'arrêté royal n° 46.

Celui qui sollicite une autorisation de cumul n'aura donc plus à indiquer le montant de l'augmentation des revenus professionnels nets provenant des futures activités exercées en dehors de sa fonction principale. Cet élément est, en effet, difficile, voire impossible à déterminer par avance dans le cas d'exercice d'une activité industrielle, commerciale ou agricole (article 20, 1°, du Code des impôts sur les revenus) ou d'une profession libérale, d'une charge, d'un office ou de toute autre occupation lucrative (article 20, 3°, du Code des impôts sur les revenus). Au surplus, la détermination des charges professionnelles n'est généralement possible qu'après qu'elles ont été supportées et le rapport de nécessité entre celles-ci et l'activité lucrative fait fréquemment l'objet d'une discussion ultérieure entre le contribuable et le contrôleur des contributions au moment de la vérification de la déclaration fiscale.

.../...

L'abandon de la "déclaration sur l'honneur précisant le montant de l'augmentation des revenus professionnels provenant des activités visées à l'article 3", c'est-à-dire exercées en cumul, signifie, selon les déclarations des délégués du Gouvernement, que le dépassement présumé du maximum autorisé, soit 10 pour cent du traitement maximum brut de secrétaire général de ministère, ne constituera plus un motif de rejet de l'autorisation; ce dépassement ne pourra pas davantage servir de fondement à une poursuite disciplinaire. La seule sanction sera de nature fiscale, sous la forme d'un impôt égal à la partie excédentaire du revenu.

Dès lors, la rédaction du paragraphe 2 de l'article 4 de l'arrêté royal n° 46 devrait être modifiée de manière à ne plus formuler d'interdiction. Ce paragraphe 2, subsistant seul de l'article 4, pourrait être joint à l'article 4bis devenant l'article 4, ainsi qu'il sera proposé ci-après.

+

INTITULE.

Il n'est pas d'usage de reproduire dans un intitulé les modifications subies antérieurement par le texte que le projet entend modifier.

Dès lors, l'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls des activités professionnelles dans certains services publics".

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er du projet.

Le retrait du paragraphe 4 de l'article 4 de l'arrêté royal n° 46 répond à l'intention d'abandonner, pour l'exercice 1983, la taxation de la partie du revenu qui dépasse le maximum autorisé.

En corrélation avec ce retrait, l'article 3 du projet de loi devrait être modifié comme il sera proposé ci-après.

Article 2 du projet.

Article 4bis en projet.

En son 3°, cet article prévoit, pour calculer le revenu annuel net autorisé et le revenu taxable, ainsi que, par voie de conséquence, le revenu excédentaire taxable, que sera déduit du revenu brut

> "un montant qui est censé représenter l'impôt des personnes physiques, la taxe communale additionnelle et la taxe d'agglomération additionnelle dus sur les revenus de cumul et qui est calculé conformément aux taux prévus à l'annexe III à l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, pour le calcul du précompte professionnel sur les indemnités et allocations exceptionnelles, autres que le pécule de vacances, qu'un employeur paye à des membres de son personnel en dehors de la rémunération normale du bénéficiaire".

Cette déduction participe à l'établissement de la base taxable du revenu éventuellement excédentaire. La détermination

.../...

de l'assiette étant, aux termes de l'article 110 de la Constitution, une prérogative du législateur, elle ne peut être modifiée par un arrêté royal d'exécution. Il s'ensuit que la déduction d'un montant égal au précompte professionnel doit s'entendre en fonction du taux et des conditions de celui-ci, tels qu'ils existent au moment du vote de la loi.

La référence à un texte réglementaire devrait en principe être évitée et les éléments de calcul du montant déductible devraient figurer dans la loi.

Si, nonobstant ce qui précède, la référence au précompte professionnel était maintenue, celle-ci ne pourrait valoir qu'au regard du précompte tel qu'il est établi actuellement, toutes modifications ultérieures opérées par arrêté royal ne pouvant avoir effet sur l'assiette de l'impôt fixée par la loi.

En toute hypothèse, la rémunération normale à prendre en considération pour le calcul du taux de l'impôt doit être déterminée.

Article 4ter en projet.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le membre du personnel qui exerce en cumul une activité inhérente à sa fonction ou une activité pour laquelle il a bénéficié d'une autorisation, sera redevable au Trésor de la partie du revenu net excédant le maximum permis, ce revenu net devant s'entendre après déduction d'une somme égale au précompte professionnel dont il a été question ci-avant.

Au contraire, le membre du personnel qui exerce une activité en cumul sans autorisation sera redevable de la totalité du revenu produit par cette activité, sans déduction d'une somme égale au précompte professionnel.

.../...

Article 4quater en projet.

Pour éviter tout doute à l'égard des recours qui seront ouverts au redevable de la cotisation, il importe de préciser, de l'accord des délégués du Gouvernement, que le titre VII du Code des impôts sur les revenus sera d'application.

Par ailleurs, cette disposition trouverait mieux sa place dans l'arrêté royal n° 46 sous forme d'un article 5, rétabli dans la rédaction proposée ci-après.

Article 4quinquies en projet.

Selon cet article, les montants payés à l'Administration des contributions directes pourront être déduits de l'ensemble des revenus nets imposables.

Cette disposition est de nature à atténuer la taxation. Mais le système peut provoquer des distorsions.

On rapprochera la disposition en projet de l'article 334, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, selon lequel "le total des impôts dus sur la portion des revenus non déclarés et de l'accroissement d'impôt ne peut dépasser le montant des revenus non déclarés".

En l'occurrence, le texte en projet aboutira non seulement à un tel dépassement mais à une double imposition des mêmes revenus, double imposition que la déduction de l'impôt spécial au cours de l'exercice suivant ne corrigera qu'imparfaitement.

.../...

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que telle est bien l'intention du Gouvernement. Celle-ci devrait, dès lors, être exprimée de manière plus claire, en ce sens que le texte devrait, pour éviter toute contestation, faire apparaître que la taxation spéciale des revenus de l'activité exercée en cumul s'ajoute à la taxation ordinaire de ces mêmes revenus à l'impôt des personnes physiques.

Article 4sexies en projet.

Cet article, qui délie les fonctionnaires de l'Administration des contributions directes du secret professionnel, devrait être introduit dans l'arrêté royal n° 46, sous forme d'un article 9bis. Il ne s'agit, en effet, que d'une mesure destinée à assurer la répression disciplinaire de l'exercice, sans autorisation, d'une activité en cumul.

+

DISPOSITIF PROPOSE.

"Article 1er.-

... (comme au projet) ... .

.../...

Article 2.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § ler. Le membre du personnel qui, en raison d'une activité exercée en cumul de plein droit ou en vertu d'une autorisation, perçoit des revenus professionnels visés à l'article 20 du Code des impôts sur les revenus, est redevable au Trésor, indépendamment de l'impôt sur le revenu, de la partie du revenu annuel net provenant de cette activité, qui excède 10 pour cent du traitement maximum brut de secrétaire général de ministère.

Ce revenu annuel net est le revenu annuel brut diminué :

1° du montant déductible, en matière d'impôts sur les revenus, des cotisations sociales afférentes aux revenus de l'activité exercée en cumul;

2° des autres charges professionnelles afférentes aux mêmes revenus, qui sont admises en matière d'impôts sur les revenus, à savoir :

a) soit le montant des charges professionnelles réelles qui sont déductibles de ces revenus pour déterminer les revenus professionnels nets;

b) soit, s'il s'agit de revenus visés à l'article 20, 2° et 3°, du Code des impôts sur les revenus, un forfait calculé suivant les normes fixées à l'article 51, § 2, 1°, du même Code, en considérant les revenus en question comme les seuls revenus du contribuable;

.../...

3° d'un montant égal au précompte professionnel qui, au 1er janvier 1983, est retenu sur les indemnités et allocations exceptionnelles, autres que le pécule de vacances, qu'un employeur paie à des membres de son personnel en dehors de la rémunération normale du bénéficiaire.

La rémunération normale à prendre en considération pour le calcul du montant déductible est celle que le membre du personnel perçoit pour sa fonction principale.

§ 2. Le membre du personnel qui, en raison d'une activité qu'il exerce en cumul en dehors des cas prévus au paragraphe 1er, perçoit des revenus professionnels visés à l'article 20 du Code des impôts sur les revenus, est redevable au Trésor, outre l'impôt sur le revenu, du montant total du revenu annuel brut provenant de cette activité, diminué des charges visées au paragraphe 1er, alinéa 2, 1° et 2°.

§ 3. Les sommes dues en vertu du présent article sont déduites, au même titre que les charges visées à l'article 71 du Code des impôts sur les revenus, de l'ensemble des revenus nets imposables de la période imposable au cours de laquelle ils ont été payés".

Article 3.-

L'article 5 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal n° 142 du 30 décembre 1982, est rétabli dans la rédaction suivante :

.../...

"Article 5. Le titre VII du Code des impôts sur les revenus est applicable à l'établissement et au recouvrement des impositions prévues à l'article 4 ainsi qu'aux recours concernant celles-ci.

Pour l'instruction des réclamations introduites sur base de l'article 267 du même Code contre les cotisations prévues par le présent arrêté, le directeur des contributions peut demander l'avis des ministres ou de l'organe de gestion visés à l'article 3, § 2, en leur fournissant les informations nécessaires".

Article 4.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 9bis rédigé comme suit :

"Article 9bis. L'article 244 du Code des impôts sur les revenus n'est pas applicable aux fonctionnaires de l'Administration des contributions directes lorsqu'ils communiquent, sur demande écrite, aux ministres ou à l'organe de gestion visés à l'article 3, § 2, les renseignements nécessaires à la recherche des infractions au présent arrêté".

Article 5.-

La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1983 à l'exception de l'article 1er qui produit ses effets le 25 juin 1982".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Wat de draagwijdte van het koninklijk besluit nr 46 van 10 juni 1982 betreft, waarin de ontworpen bepalingen zullen worden ingevoegd, moet worden opgemerkt dat de inwerkingtreding van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, krachtens artikel 88, § 1, van diezelfde wet en ingevolge de overname, op 1 januari 1983, van de in paragrafen 2 en 3 van hetzelfde artikel, bedoelde diensten en personeel, mee zal brengen dat het gehele koninklijk besluit, zoals het door de ontworpen wet zal zijn gewijzigd, toepassing zal vinden op die diensten en op dit personeel evengoed als op de diensten en op het personeel van het Rijk.

Dat zal krachtens de bepalingen van artikel 13, § 6, juncto artikel 87, § 3, van de bijzondere wet, niet het geval zijn voor de ambtenaren van de openbare instellingen die afhangen van de Gemeenschappen en van de Gewesten, en vanzelfsprekend ook niet voor de diensten en het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestraden.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het koninklijk besluit nr 46 beoogde de cumulatie van beroepsactiviteiten door personeelsleden van de ministeries en van de aan toezicht onderworpen instellingen van openbaar nut te verbieden of te beperken, onder meer om "in de huidige periode van werkloosheid een betere verdeling van de beroepsactiviteiten (te) verzekeren" (verslag aan de Koning).

.../...

Te dien einde had artikel 4, § 1, van dit besluit bepaald dat de tijdens de diensturen bij cumulatie uitgeoefende beroepsactiviteiten niet mochten leiden tot enig bijkomend inkomen, in welke vorm ook. Die paragraaf is opgeheven door het koninklijk besluit nr 142 van 30 december 1982.

Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit nr 46 van 10 juni 1982 had bepaald dat de verhoging van de bruto jaarlijkse beroepsinkomsten die voortspruiten uit de bij cumulatie uitgeoefende activiteiten, geen 10 percent van de maximumwedde van secretaris-generaal van een ministerie mocht overschrijden.

Die bepaling is gewijzigd door het koninklijk besluit nr 142 en stelt voortaan dat de verhoging van de netto beroepsinkomsten geen 10 percent van de bruto maximumwedde van secretaris-generaal van een ministerie mag overschrijden.

Het komt er derhalve op aan te bepalen wat onder netto-inkomen moet worden verstaan en te voorzien in de inning door de Staat van het gedeelte van dat netto-inkomen dat het bedoelde maximum te boven mocht gaan. Dit is het doel van het wetsontwerp.

2. De bepalingen van het koninklijk besluit nr 46 zoals die door de ontworpen wet zullen worden gewijzigd, zijn van tweeërlei aard : de ene beogen de administratieve procedure voor het verlenen van de machtiging tot het cumuleren van activiteiten te regelen; de andere hebben ten doel te voorzien in de inning door de belastingadministratie van het gedeelte van de inkomsten dat boven het toegestane maximum ligt en van alle voordelen, verkregen uit activiteiten waarvoor geen machtiging is verleend.

.../...

In zijn advies van 1 december 1982 over het koninklijk besluit nr 142 (Belgisch Staatsblad van 13 januari 1983, pp. 483 tot 488), heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, gesteld dat die laatste bepalingen "zich integraal bewegen op het fiscale gebied dat krachtens artikel 110, § 1, eerste lid, van de Grondwet uitsluitend bij de wet kan worden geregeld".

3. Artikel 1 van het ontwerp beoogt de paragrafen 3 en 4 van artikel 4 van het koninklijk besluit nr 46 in te trekken.

Hij die een cumulatiemachtiging aanvraagt zal dus niet meer het bedrag moeten vermelden van de verhoging van de netto beroepsinkomsten die de toekomstige, buiten zijn hoofdambt uitgeoefende activiteiten zullen opleveren. Dit gegeven is inderdaad moeilijk, zoniet onmogelijk vooruit te bepalen in geval van uitoefening van een nijverheids-, handels- of landbouwactiviteit (artikel 20, 1°, Wetboek van de Inkomstenbelastingen) of van een vrij beroep, een ambt, een post of elke andere winstgevende bezigheid (artikel 20, 3°, Wetboek van de Inkomstenbelastingen). Bovendien is het vaststellen van de bedrijfslasten over het algemeen eerst mogelijk nadat die lasten zijn gedragen en over het noodzakelijkheidsverband tussen deze laatste en de winstgevende activiteit ontstaat naderhand, bij het nazien van de belastingaangifte, dikwijls discussie tussen de belastingplichtige en de controleur van de belastingen.

Het achterwege laten van de "verklaring op erewoord waarbij het bedrag vermeld wordt van de verhoging van de beroepsinkomens die de in artikel 3 vermelde activiteiten opleveren", dit wil zeggen de bij cumulatie uitgeoefende activiteiten, betekent volgens de gemachtigden van de Regering, dat de vermoedelijke overschrijding van het

.../...

toegestane maximum, namelijk 10 percent van de bruto maximumwedde van secretaris-generaal van een ministerie, geen reden meer zal zijn voor weigering van de machtiging; die overschrijding zal evenmin een grond kunnen zijn voor een tuchtvervolging. Er is alleen een sanctie van fiscale aard, in de vorm van een belasting gelijk aan het gedeelte van het inkomen dat het maximum te boven gaat.

Artikel 4, paragraaf 2, van het koninklijk besluit nr 46 zou redactioneel dan ook zo moeten worden gewijzigd dat het geen verbod meer stelt. Die paragraaf 2, de enige overblijvende paragraaf van artikel 4, zou bij artikel 4bis kunnen worden gevoegd, zoals hierna zal worden voorgesteld.

+

OPSCHRIFT.

Het is niet gebruikelijk in een opschrift de wijzigingen aan te halen die de tekst welke het ontwerp wil wijzigen, vroeger heeft ondergaan.

Derhalve wordt volgend opschrift voorgesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1 van het ontwerp.

De intrekking van paragraaf 4 van artikel 4 van het koninklijk besluit nr 46 beantwoordt aan de bedoeling om voor het dienstjaar 1983 af te zien van aanslag van het gedeelte van het inkomen dat het toegestane maximum te boven gaat.

.../...

In samenhang met die intrekking, zou artikel 3 van het ontwerp van wet moeten worden gewijzigd zoals hierna zal worden voorgesteld.

Artikel 2 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 4bis

Voor de berekening van het toegestane netto jaarinkomen, van het belastbaar inkomen en bijgevolg ook van het belastbaar meer-inkomen bepaalt het 3° van dit artikel dat van het bruto-inkomen zal worden afgetrokken

> "een bedrag dat geacht wordt de op de cumulatieinkomsten verschuldigde personenbelasting, aanvullende gemeentebelasting en aanvullende agglomeratiebelasting te vertegenwoordigen en dat wordt berekend overeenkomstig de in bijlage III bij het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalde tarieven voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing op exceptionele vergoedingen en toelagen, andere dan het vakantiegeld, die een werkgever, buiten de normale bezoldiging van de genieter aan de leden van zijn personeel betaalt".

Die aftrek speelt mee voor het vaststellen van de belastbare grondslag van het eventuele meerinkomen. Vestiging van de belastinggrondslag is volgens artikel 110 van de Grondwet een prerogatief van de wetgever en kan dus niet worden gewijzigd door een koninklijk uitvoeringsbesluit. Daaruit volgt dat de aftrek van een bedrag gelijk aan de bedrijfsvoorheffing moet worden verstaan als betrokken op het tarief en de voorwaarden van die voorheffing, zoals ze bestaan op het ogenblik dat de wet wordt aangenomen.

Verwijzing naar een verordeningsbepaling zou in beginsel moeten worden vermeden en de gegevens voor de berekening van het aftrekbaar bedrag zouden in de wet moeten staan.

.../...

Wordt de verwijzing naar de bedrijfsvoorheffing niettemin behouden, dan zou zij slechts kunnen gelden ten aanzien van de voorheffing zoals ze thans is vastgesteld, want latere, bij koninklijk besluit doorgevoerde wijzigingen kunnen generlei terugslag hebben op de bij wet gevestigde belastingsgrondslag.

In ieder geval moet de normale bezoldiging worden bepaald die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het belastingpercentage.

Het ontworpen artikel 4ter.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zal het personeelslid dat bij cumulatie een aan zijn ambt inherente activiteit uitoefent of een activiteit waarvoor hij een machtiging heeft verkregen, aan de Schatkist het gedeelte van het netto-inkomen boven het toegestane maximum verschuldigd zijn; dit netto-inkomen is te verstaan na aftrek van een som die gelijk is aan de hiervoor besproken bedrijfsvoorheffing.

Het personeelslid dat een activiteit bij cumulatie uitoefent zonder machtiging, zal daarentegen het totale inkomen uit die activiteit verschuldigd zijn, zonder aftrek van een som die gelijk is aan de bedrijfsvoorheffing.

Het ontworpen artikel 4quater.

Om iedere twijfel weg te nemen omtrent de rechtsmiddelen die de belastingplichtige openstaan, zou de tekst - de gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens - duidelijk moeten stellen dat titel VII van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen van toepassing zal zijn.

.../...

Die bepaling zou in het koninklijk besluit nr 46 trouwens beter op haar plaats zijn als een artikel 5, dat opnieuw opgenomen zou worden in de hierna voorgestelde lezing.

Het ontworpen artikel 4quinquies.

Overeenkomstig dit artikel zullen de aan de Administratie der directe belastingen betaalde bedragen mogen worden afgetrokken van het totaal belastbaar netto-inkomen.

Die bepaling is van die aard dat de aanslag erdoor verzacht wordt. Maar het systeem kan distorsies doen ontstaan.

Men vergelijke de ontworpen bepalingen met artikel 334, derde lid, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, volgens hetwelk "het totaal van de op het niet aangegeven inkomstengedeelte verschuldigde belastingen en de belastingverhogingen niet hoger mag zijn dan het bedrag van de niet aangegeven inkomsten".

In het onderhavige geval zal de ontworpen tekst niet alleen tot zulk een overschrijding leiden, maar een dubbele belasting van dezelfde inkomsten meebrengen, een dubbele belasting die slechts op onvolkomen wijze zal worden goedgemaakt door de aftrek van de speciale belasting tijdens het volgende dienstjaar.

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat zulks wel degelijk de bedoeling van de Regering is. Die bedoeling zou dan ook duidelijker moeten worden verwoord, in die zin dat, om iedere betwisting te voorkomen, uit de tekst zou moeten blijken dat de bijzondere aanslag van de inkomsten uit de bij cumulatie uitgeoefende activiteit gevoegd wordt bij de gewone aanslag van diezelfde inkomsten in de personenbelasting.

.../...

Het ontworpen artikel 4sexies.

Dit artikel, dat de ambtenaren van de Administratie der directe belastingen ontheft van het beroepsgeheim, zou in het koninklijk besluit nr 46 moeten worden ingevoegd als een artikel 9bis. Het gaat hier immers alleen om een maatregel waarmee voorzien wil worden in de tuchtrechtelijke bestraffing van cumulatie zonder machtiging.

+

TEKSTVOORSTEL VOOR HET BEPALEND GEDEELTE.

"Artikel 1.-

... (zoals in het ontwerp) ... .

Artikel 2.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 4. § 1. Het personeelslid dat wegens een van rechtswege of krachtens een machtiging uitgeoefende cumulatie-activiteit, bedrijfsinkomsten als bedoeld in artikel 20 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen geniet, is aan de Schatkist verschuldigd, buiten de inkomstenbelasting, het gedeelte van het netto jaarinkomen uit die activiteit, dat 10 percent van de bruto maximumwedde van secretaris-generaal van een ministerie overschrijdt.

Dit netto jaarinkomen is het bruto jaarinkomen, verminderd met :

1° het inzake inkomstenbelastingen aftrekbare bedrag van de sociale bijdragen betreffende de inkomsten uit de bij cumulatie uitgeoefende activiteit;

.../...

2° de andere bedrijfslasten die verband houden met dezelfde inkomsten en die inzake inkomstenbelastingen worden aanvaard, namelijk :

a) hetzij het bedrag van de werkelijke bedrijfslasten welke van die inkomsten aftrekbaar zijn voor het vaststellen van de netto bedrijfsinkomsten;

b) hetzij, indien het inkomsten zijn bedoeld in artikel 20, 2° en 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, een forfaitair bedrag, berekend volgens de regels bepaald in artikel 51, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek, waarbij de bedoelde inkomsten als de enige inkomsten van de belastingplichtige worden beschouwd;

3° een bedrag gelijk aan de bedrijfsvoorheffing die op 1 januari 1983 is ingehouden op extra vergoedingen en toelagen, andere dan het vakantiegeld, die een werkgever, buiten de normale bezoldiging van de genieter, aan leden van zijn personeel betaalt.

De normale bezoldiging die voor de berekening van het aftrekbaar bedrag in aanmerking moet worden genomen is de bezoldiging die het personeelslid geniet voor zijn hoofdambt.

§ 2. Het personeelslid dat wegens een cumulatieactiviteit uitgeoefend buiten de in paragraaf 1 bedoelde gevallen, bedrijfsinkomsten als bedoeld in artikel 20 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen geniet, is aan de Schatkist verschuldigd, buiten de inkomstenbelasting, het totale bruto jaarinkomen uit die activiteit, verminderd met de in paragraaf 1, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde lasten.

.../...

§ 3. De krachtens dit artikel verschuldigde sommen worden, juist zoals de in artikel 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde lasten, afgetrokken van het totaal belastbaar netto-inkomen van het belastbaar tijdperk waarin zij werden betaald".

Artikel 3.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit nr 142 van 30 december 1982, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Artikel 5. Titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen is van toepassing op de vestiging en op de invordering van de in artikel 4 bedoelde aanslagen alsmede op de voorzieningen in verband daarmee.

Met het oog op het onderzoek van de op grond van artikel 267 van hetzelfde Wetboek ingediende bezwaren tegen de door dit besluit bedoelde aanslagen, kan de directeur der belastingen de ministers of het beheersorgaan bedoeld in artikel 3, § 2, om advies verzoeken, mits hun de nodige inlichtingen te verstrekken".

Artikel 4.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9bis. Artikel 244 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen is niet van toepassing op de ambtenaren van de Administratie der directe belastingen wanneer zij op schriftelijk verzoek aan de ministers of het beheersorgaan bedoeld in artikel 3, § 2, de inlichtingen verstrekken die nodig zijn voor het opsporen van de overtredingen van dit besluit".

.../...

Artikel 5.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 25 juni 1982".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.